

COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos au 31 décembre 2025

- 1. Rapport des commissaires aux comptes**
- 2. Bilan consolidé**
- 3. Compte de résultat consolidé**
- 4. Tableau des flux de trésorerie**
- 5. Variation des Fonds Propres**
- 6. Annexe**
- 7. Résolution soumises au vote du CNC**

Valeurs exprimées en euros.

Confédération Française Démocratique du Travail

**Confédération française démocratique du travail
CFDT**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

PKF ARSILON Commissariat aux comptes

3, rue d'Héliopolis
75017 Paris
S.A.S. au capital de € 7 905 826
811 599 406 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Confédération française démocratique du travail CFDT

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Membres du Conseil National du syndicat CFDT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil national confédéral, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du syndicat CFDT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 5.1 et 6.1 de l'annexe des comptes consolidés qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC n° 2022-06, ANC n° 2023-03 et ANC n° 2024-05.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- ▶ La note 6.3.4 de l'annexe des comptes consolidés expose les principes et les méthodes comptables utilisés pour la détermination de la valeur des immobilisations financières. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié les évaluations qui en résultent.
- ▶ Des provisions sont constituées pour couvrir les risques tels que décrits dans les notes 6.3.9 et 7.10 de l'annexe des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, et à apprécier que ces notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du bureau national.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le bureau national.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 12 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes

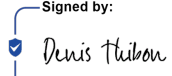
PKF ARSILON Commissariat aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

Signé par :

163442E7412349D...

Francis Chartier

Signed by:


Denis Thibon

1. Bilan consolidé

| Actif | | |
|--|--------------------|--------------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Immobilisations incorporelles | 6 506 628 | 6 693 590 |
| - Dont écarts d'acquisition positifs | - | - |
| Immobilisations corporelles | 61 857 199 | 69 696 253 |
| Immobilisations financières | 251 825 472 | 240 393 076 |
| Total actif immobilisé | 320 189 299 | 316 782 919 |
| Stocks et en-cours | 520 133 | 574 546 |
| Créances clients et comptes rattachés | 2 152 663 | 2 478 026 |
| Autres créances et comptes de régularisation | 17 359 650 | 14 310 650 |
| Disponibilités et VMP | 31 367 428 | 37 305 022 |
| Total actif circulant | 51 399 874 | 54 668 244 |
| Total actif | 371 589 175 | 371 451 172 |

| Passif | | |
|--|--------------------|--------------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Fonds Propres | - | - |
| Primes | - | - |
| Réserves consolidées | 319 306 599 | 317 054 045 |
| Résultat de l'exercice | (2 252 471) | 1 120 829 |
| Fonds propres totaux | 317 054 128 | 318 174 874 |
| Fonds Dédiés | 314 519 | 338 105 |
| Provisions pour risques et charges | 8 134 253 | 7 991 276 |
| Provisions | 8 448 772 | 8 329 381 |
| Emprunts et dettes financières | 382 869 | 357 412 |
| Dettes fournisseurs | 4 649 933 | 4 067 024 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | 41 053 473 | 40 522 481 |
| Ecart d'acquisition négatif | - | - |
| Total des dettes | 46 086 275 | 44 946 917 |
| Total passif | 371 589 175 | 371 451 172 |

2. Compte de résultat consolidé

| Compte de résultat | | |
|---|---------------------|---------------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Chiffre d'affaires | 36 606 941 | 37 427 687 |
| Part. résultat /opérat. commun bénéfice | - | - |
| Autres produits d'exploitation | 35 692 271 | 35 818 779 |
| Total des produits d'exploitation | 72 299 212 | 73 246 466 |
| Achats consommés MP et marchandises | (3 044 078) | (2 816 494) |
| Charges externes | (20 683 917) | (21 065 087) |
| Charges de personnel | (20 878 201) | (21 541 394) |
| Impôts et taxes | (2 618 258) | (2 449 551) |
| Engagements à réaliser | (141 531) | (115 542) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | (8 741 323) | (8 410 852) |
| Autres charges d'exploitation | (19 932 014) | (19 799 917) |
| Compte de liaison d'exploitation | - | - |
| Total charges d'exploitation | (76 039 322) | (76 198 836) |
| Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition | (3 740 110) | (2 952 370) |
| Dotations et reprises sur écarts d'acquisition | - | - |
| Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition | (3 740 110) | (2 952 370) |
| Produits financiers | 1 866 543 | 20 687 060 |
| Charges financières | (3 217 964) | (16 533 309) |
| Résultat financier | (1 351 421) | 4 153 751 |
| Charges et produits exceptionnels | 2 939 262 | - |
| Impôt sur les résultats | (100 208) | (80 552) |
| Résultat net des entreprises intégrées | (2 252 477) | 1 120 829 |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | (2 252 477) | 1 120 829 |
| Intérêts minoritaires | - | - |
| Résultat net (part du groupe) | (2 252 477) | 1 120 829 |

3. Tableau des flux de trésorerie

| Tableau des flux de trésorerie | | |
|---|--------------------|--------------------|
| Montants en K€ | 2024 | 2025 |
| OPERATIONS D'EXPLOITATION | | |
| RESULTAT NET DES ENTITES INTEGREES | (2 252 476) | 1 120 829 |
| Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie | | - |
| Dérive de résultat + Résultat de dilution | | |
| Dotations et reprises sur amortissements et provisions | 8 261 426 | 8 723 969 |
| Plus et moins values de cession | (16 299) | - |
| - Impôts différés | - | - |
| Variations nettes des intérêts courus | - | - |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 5 992 651 | 9 844 798 |
| Dividendes reçus des MEE | - | - |
| Variation des stocks | 97 104 | (54 412) |
| Variations créances clients et autres débiteurs | (292 575) | 2 068 896 |
| Variations provisions clients et autres débiteurs | (33 827) | (89) |
| Variations des fournisseurs et autres créditeurs | (3 500 385) | (459 159) |
| VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | (3 729 683) | 1 555 236 |
| Flux net de trésorerie lié à l'activité | 2 262 968 | 11 400 034 |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| Acquisitions d'immobilisations (hors crédit-bail) | (13 099 269) | (17 592 323) |
| Cessions, réductions d'immobilisations | 11 259 165 | 12 131 753 |
| Incidences des variations de périmètre s/tréso. | - | - |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | (1 840 104) | (5 460 570) |
| OPERATIONS DE FINANCEMENT | | |
| Dividendes et acomptes sur dividendes HOL | - | - |
| Dividendes versés par les filiales aux minoritaires | - | - |
| Augmentation (réductions) de capital | - | - |
| Variation des fonds dédiés | 13 417 | 23 586 |
| Emission d'emprunt | 11 490 | 39 259 |
| Remboursements d'emprunts | - | (64 654) |
| Frais d'émission d'emprunts | - | - |
| Comptes Courants financiers | - | - |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | 24 907 | (1 809) |
| VARIATION DE LA TRESORERIE DE L'EXERCICE | | |
| Trésorerie d'ouverture | 30 918 629 | 31 366 399 |
| Disponibilités et VMP | 31 367 428 | 37 305 022 |
| Découverts bancaires | 1 029 | 968 |
| Trésorerie de clôture | 31 366 399 | 37 304 054 |

4. Variation des Fonds Propres

La charte de la cotisation syndicale qui régit les organisations syndicales affiliées à la CFDT dispose que des parts de cotisations sont attribuées à des secteurs distincts.

Ainsi, des montants correspondent à des « réserves affectées » reflétant l'activité de ces secteurs, principalement la Caisse nationale d'action syndicale (CNAS) et sont inclus dans le poste « réserves », voir détail 7.8 « Fonds Syndicaux de la Confédération ».

Tableau de variation des Fonds propres

| Montants en € | Fonds propres | Primes | Réserves | Résultat de l'exercice | Part du groupe | Interêts minoritaires | Fonds Propres |
|------------------------|---------------|--------|-------------|------------------------|----------------|-----------------------|---------------|
| Situation 2023 | - | - | 325 194 108 | (5 887 509) | 319 306 599 | - | 319 306 599 |
| Affectation Résultat | - | - | (5 887 509) | 5 887 509 | - | - | - |
| Variation de périmètre | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat période | - | - | - | (2 252 471) | (2 252 471) | - | (2 252 471) |
| Autres mouvements | - | - | - | - | - | - | - |
| Situation 2024 | - | - | 319 306 599 | (2 252 471) | 317 054 128 | - | 317 054 128 |
| Affectation Résultat | - | - | (2 252 471) | 2 252 471 | 1 | - | 1 |
| Variation de périmètre | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat période | - | - | - | 1 120 829 | 1 120 829 | - | 1 120 829 |
| Situation 2025 | - | - | 317 054 045 | 1 120 829 | 318 174 874 | - | 318 174 874 |

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. Bilan consolidé | 2 |
| 2. Compte de résultat consolidé | 3 |
| 3. Tableau des flux de trésorerie | 4 |
| 4. Variation des Fonds Propres | 5 |
| 5. Faits majeurs | 8 |
| 5.1. Observations sur les comptes sociaux de la Confédération | 8 |
| 5.2. Comptes consolidés de la Confédération | 9 |
| 5.3. Evènements de l'exercice | 10 |
| 5.4. Liste des entités consolidées | 11 |
| 6. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation | 12 |
| 6.1. Référentiel comptable | 12 |
| 6.2. Modalités de consolidation | 13 |
| 6.2.1 Méthodes de consolidation | 13 |
| 6.2.2 Élimination des opérations intra-groupe | 13 |
| 6.2.3 Dates de clôture des exercices des entités consolidées | 13 |
| 6.3. Méthodes et règles d'évaluation | 13 |
| 6.3.1. Application du règlement ANC 2015-05 | 13 |
| 6.3.2. Immobilisations incorporelles | 14 |
| 6.3.2.1. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles | 14 |
| 6.3.3. Immobilisations corporelles | 14 |
| 6.3.4. Immobilisations financières | 15 |
| 6.3.5. Stocks et travaux en-cours | 15 |
| 6.3.6. Créances et dettes | 15 |
| 6.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement | 15 |
| 6.3.8. Impôts sur les bénéfices | 16 |
| 6.3.9. Provisions pour risques et charges | 16 |
| 6.3.10. Engagements de retraite et prestations assimilées | 16 |
| 6.3.11. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant | 16 |
| 7. Informations sur les comptes du bilan et du compte de résultat et sur leurs variations | 17 |
| 7.1. Immobilisations incorporelles | 17 |
| 7.2. Immobilisations corporelles | 18 |
| 7.3. Immobilisations financières | 19 |
| 7.4. Stocks et en-cours | 20 |
| 7.5. Ventilation des créances par échéance | 21 |
| 7.6. Dépréciation de l'actif circulant | 21 |
| 7.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités | 22 |
| 7.8. Fonds Syndicaux de la Confédération CFDT | 22 |
| 7.9. Fonds dédiés | 22 |
| 7.10. Provisions pour risques et charges | 23 |
| 7.11. Impôts différés | 23 |
| 7.12. Emprunts et dettes financières | 23 |

| | |
|--|-----------|
| 7.12.1. Nature et échéance des emprunts et dettes financières..... | 23 |
| 7.12.2. Variation des emprunts et dettes financières..... | 24 |
| 7.13. Autres passifs | 25 |
| 7.14. Engagements hors bilan | 25 |
| 7.15. Tableau des ressources | 26 |
| 7.15.1. Selon le règlement comptable des organisations syndicales n°2009-10 (CRC)..... | 26 |
| 7.15.2. Fait générateur des cotisations..... | 26 |
| 7.15.3. Contributions publiques de financement..... | 27 |
| 7.15.4. Contributions volontaires en nature | 27 |
| 7.16. Charges d'exploitation | 27 |
| 7.17. Autres produits d'exploitation | 29 |
| 7.18. Résultat financier..... | 30 |
| 7.19. Résultat exceptionnel..... | 30 |
| 7.20. Impôts..... | 31 |
| 7.21. Effectif | 31 |
| 8. Autres informations..... | 32 |
| 8.1. Évènements postérieurs à la clôture..... | 32 |
| 8.2. Honoraires des Commissaires aux comptes | 32 |
| 8.3. Dirigeants..... | 32 |
| 8.4. Liste des organismes paritaires..... | 32 |
| 8.5. Transactions avec les parties liés..... | 27 |

5. Faits majeurs

5.1. Observations sur les comptes sociaux de la Confédération

Les modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales sont définies dans la Section 1 de l'Annexe – « Règles comptables des organisations syndicales » du règlement n°2009-10 du Comité de la réglementation comptable (CRC).

Les états financiers ont été arrêtés conformément aux dispositions :

- Du code de commerce,
- Du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023,
- Du règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08 applicable aux associations.

L'exercice constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03.

Cette application constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan comptable général. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements ont été opérés dans la colonne comparative du 31 décembre 2024, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Les incidences du changement de méthodes comptables sont :

- Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel :

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- Les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- Les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales
- Les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après :

- Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

- Cessions et mises au rebut d'immobilisations financières

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations financière, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat financier.

- Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits.

Changement de présentation comptable :

Les comptes annuels clos le 31/12/2025 sont établis et présentés selon le nouveau modèle d'états financiers définis par le règlement comptable ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers. Dans la colonne comparative :

- Les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- Les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges ;
- La ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- Les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- Les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

5.2. Comptes consolidés de la Confédération

La Confédération CFDT a établi ses premiers comptes consolidés au 1er janvier 2009 et leur première certification est intervenue au 31 décembre 2010, selon le calendrier défini par les textes.

L'article L. 2135-2, inséré dans le Code du travail par l'article 10 de la loi du 20 août 2008, précise les obligations et méthodes à adopter par une organisation syndicale tête de périmètre au regard de l'établissement de comptes consolidés.

La Confédération CFDT applique pour ses comptes consolidés 2025 les modalités de l'article du Code du travail, définies en Section 2 de l'Annexe des règles comptables des organisations syndicales (règlement n° 2009-10).

Ces modalités déterminent le périmètre d'ensemble (lien d'adhésion ou d'affiliation) ; s'agissant de la notion de contrôle, les règles renvoient à l'application de l'article L.233-16 du code de commerce qui définit ces critères.

Les comptes consolidés de la Confédération ont été établis, conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et en tenant comptes des changements de réglementation applicable aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2025 - voir section «Référentiel» ci-dessous»

5.3. Evènements de l'exercice

La Confédération a organisé une USE à Bierville, Maison de la CFDT, comme tous les deux ans, au cours de laquelle un évènement de rentrée a été organisé.

La Confédération a pris en compte la nouvelle réglementation comptable qui entraîne un changement de présentation comptable décrite dans le chapitre suivant 4.2.

Concernant les comptes, les évènements significatifs de cet exercice sont :

- Une quasi-stabilité du nombre de cotisations réglées par les adhérents et les adhérentes a permis d'augmenter les versements pour la Confédération de 3.37 % actifs et retraités confondus pour atteindre 18 472 912 €.
- Une augmentation des ventes des immobilisations financières a permis de dégager une plus-value nette de 5 129 471 € de produits financiers. Ces ventes ont été rendues nécessaires pour financer l'activité et la rénovation des immeubles. Le patrimoine financier de la Confédération a donc diminué de 10 779 753 €.
- La situation des marchés financiers est fluctuante d'un exercice sur l'autre. La situation des marchés s'est dégradée au 31/12/2025 par rapport au 31/12/2024. Cela a pour conséquence une augmentation des provisions pour moins-values latentes de 2 792 736 € pour un total de 18 839 924 € alors que sur la même période le portefeuille de placement baissait (3.26%).
- Les amortissements des différentes rénovations ont été stabilisés. Les dotations concernent la rénovation des salles du Bureau national et du CNC, le restaurant de l'immeuble Bolivar mais surtout le centre Bierville pour un total de 3 708 707 €. La rénovation de l'immeuble Belleville débutée en juillet 2024 s'est poursuivie sur l'année 2025 et la livraison a été faite en mars 2026. Cela a entraîné une augmentation des immobilisations corporelles en cours de 10 941 749 €. L'impact sur les charges va s'inscrire dans la durée au cours des prochains exercices.

5.4. Liste des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous et il est à noter l'absence d'intérêts minoritaires dans les associations loi 1901 ; les réserves de ces entités sont ainsi intégralement reprises dans les réserves consolidées de la Confédération.

| Périmètre | | | | | | | | | |
|----------------------|-----------------------|---|-------------|--------------------------|------------|-----------|--------------------------|------------|-----------|
| Forme Juridique | Nom | Siège social | N° SIREN | 2025 | | | 2024 | | |
| | | | | Méthode de consolidation | % Contrôle | % Intérêt | Méthode de consolidation | % Contrôle | % Intérêt |
| Association | AGI | 47 - 49 Avenue Simon Bolivar 75 950 Paris Cedex 19 | 348 904 839 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | ASSECO | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 389 700 303 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| GIE | GIE Belleville | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 334 993 748 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | Bierville Maison CFDT | 10 Route des Nations 91 690 Boissy la Rivière | 319 073 425 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Syndicat de salariés | Confédération CFDT | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 784 409 930 | Société mère | 100,00% | 100,00% | Société mère | 100,00% | 100,00% |
| EURL | Domaine de BIERVILLE | 10 Route des Nations 91 690 Boissy la Rivière | 477 876 130 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | Espace BELLEVILLE | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 334 772 378 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| SCI | SCI Flandre Jaurès | 12 Rue des Dunes 75 019 Paris | 398 216 051 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | Institut Belleville | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 328 142 237 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | IRIS | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 525 389 813 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| Association | ISEFOJ | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 447 807 066 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| SCI | SCI Loire Jaurès | 12 Rue des Dunes 75 019 Paris | 395 201 340 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| GIE | GIE CFDT Presse | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 334 993 730 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |
| GIE | GIE Villette | 4 Boulevard de la Villette 75 955 Paris Cedex 19 | 334 993 755 | IG | 100,00% | 100,00% | IG | 100,00% | 100,00% |

6. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

6.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés de l'ensemble confédéral sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables, homologué le 06 mars 2020, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2021.

Changement de réglementation comptable :

A. **Le règlement ANC 2024-05, homologué le 24 décembre 2024, modifiant le règlement ANC 2020-01 pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025**

- Élargit le champ d'application de l'ancienne méthode optionnelle rebaptisée « méthode alternative applicable aux regroupements entre entités sous contrôle commun » ;
- Supprime la ligne « Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence », placée en dessous de l'agrégat « Résultat net des entités intégrées », pour la remplacer par la ligne « Résultat net lié aux entités mises en équivalence » qui inclut:
 - la quote-part de l'entité détentrice des titres dans les résultats des entités mises en équivalence,
 - les dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés à ces entités,
 - les reprises des écarts d'acquisition négatifs liés à ces entités ;
- Et prévoit que les écarts d'acquisition négatifs figurent désormais sur une ligne distincte « dont Écarts d'acquisition négatifs » au sein de la rubrique « Autres dettes et comptes de régularisation ». Par ailleurs, le compte de résultat consolidé comporte désormais une ligne spécifique intitulée « Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrées ».

La mise en œuvre de ce règlement n'impacte pas de manière significative l'analyse des comptes consolidés ni leur comparabilité avec ceux de l'exercice précédent.

B. **Le règlement ANC 2022-06 homologué le 30 décembre 2023 modifie le PCG et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Ce nouveau règlement entraîne notamment :**

- La redéfinition plus restrictive du résultat exceptionnel (PCG art. 513-5), en l'absence de définition dans le règlement ANC 2020-01, comme suit : le résultat exceptionnel se limite aux seuls événements majeurs et inhabituels au niveau du groupe.
- La suppression de la technique des transferts de charges ;
- Le reclassement de la charge d'amortissement des frais d'émission d'emprunt dans le résultat financier.

Les impacts de la première application de ce nouveau règlement sont présentés dans la section 5.1 Observations sur les comptes sociaux de la Confédération

6.2. Modalités de consolidation

6.2.1 Méthodes de consolidation

Toutes les entités dans lesquelles l'Ensemble assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les transactions importantes entre les entités consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de la structure consolidante les éléments des comptes des entités consolidées, après retraitements éventuel ;
- Éliminer les opérations entre l'entité consolidante et les autres entités consolidées.

6.2.2 Élimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les entités intégrées ainsi que les résultats internes entre ces entités ont été éliminés dans les comptes consolidés.

6.2.3 Dates de clôture des exercices des entités consolidées

Les entités sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre, d'une durée de 12 mois, à l'exception éventuelle des entités créées entrant dans le périmètre dont la durée est fonction de leur date de création.

L'exercice de toutes les entités consolidées est d'une durée de 12 mois.

6.3. Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par l'Ensemble sont les suivants.

6.3.1. Application du règlement ANC 2015-05

Au cours de l'exercice 2016, un changement de méthode a été effectué concernant la provision pour dettes sur les organisations.

Les opérations réalisées avec les organisations sont les suivantes. Les organisations, dans un souci de rendement de leur actif à long terme, ont confié une partie de leur trésorerie à la Confédération en vue d'un placement mutualisé sur un panier de titres choisis par la Confédération. Ces placements sont enregistrés en immobilisations financières dans leurs bilans. L'organisation apporteuse acquiert des « parts » des fonds placés par la Confédération pour leur compte. Les organisations sont informées de la valeur liquidative de leurs « parts » sur un espace numérique mis à leur disposition.

Cette valorisation fait l'objet d'une mission de validation par un Expert-Comptable.

En cas de reversement en cours d'année (sortie totale ou partielle), la Confédération reverse le montant demandé par l'organisation et constate une diminution du nombre de parts dont bénéficie l'organisation dans le panier, ainsi que le changement de valeur des parts restantes.

Cette sortie peut être réalisée :

- Sur un (des) titre(s) qui est comptablement en moins-value ou sur un (des) titre(s) qui est comptablement en plus-value ;
- Lors de la clôture de l'exercice, la valeur de sortie du panier ne peut être connue. Si toutes les organisations sortaient en même temps, la sortie se ferait en valeur liquidative de titres du panier en vendant les titres de l'actif « sous-jacent » ;

- Lors de la clôture de l'exercice, le risque de perte de la Confédération n'est pas non plus valorisable. Il n'est pas constitutif d'un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Il n'est donc pas possible de constituer une provision.

6.3.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

Les frais accessoires d'acquisition sont activés.

6.3.2.1. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

| Immobilisations incorporelles | Méthode | Durée |
|-------------------------------|----------|---------------|
| Brevets, licences | Linéaire | 2 ans |
| Projets informatiques | Linéaire | De 2 à 10 ans |

Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties, le cas échéant, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

En cas de durée d'utilité indéterminable, aucun amortissement n'est pratiqué mais un test d'impairment est effectué annuellement.

6.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

Les immobilisations corporelles, acquises avant 2009, figurant au bilan d'ouverture de la Confédération, au 1er janvier (terrains et immeubles) ont été valorisées sur la base d'une expertise immobilière.

Les autres immobilisations corporelles ont été évaluées selon leur valeur en l'état à l'ouverture de l'exercice.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie probable des biens concernés.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

| Immobilisations corporelles | Méthode | Durée |
|---|------------------|-------------|
| Terrains | Non amortissable | N/A |
| Travaux Structure Façade | Linéaire | 20 ans |
| Constructions | Linéaire | 20 à 31 ans |
| Agencements, aménagements des constructions | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Installations techniques, matériel et outillage | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériel informatique | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier et Matériel de bureau | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Autres immobilisations | Linéaire | 5 ans |

6.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des participations non consolidées, prenant en compte la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

Les autres immobilisations financières telles que les prêts figurent au bilan à leur coût de revient, hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

La Confédération réalise des placements sur les marchés financiers en actions, obligations, valeurs monétaires, titres de participation.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) correspondent aux placements à long terme réalisés par la CFDT, dans le cadre de la gestion patrimoniale de ses réserves.

Les titres de la Confédération ont été évalués, à la valeur de marché ou à leur valeur d'acquisition.

Des dépréciations sont constatées au 31 décembre en cas de moins-value latente. Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables. Ce portefeuille comprend en partie des placements effectués pour le compte d'organisations affiliées.

6.3.5. Stocks et travaux en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO : « Premier entré, Premier sorti ». Le coût d'achat est composé du coût d'achat augmenté des frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

6.3.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation nominative lorsqu'il y a un risque d'impayé.

6.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires. Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur valeur de marché, au 1er janvier 2009 (bilan d'ouverture de la Confédération).

Les mouvements sur les valeurs mobilières de placement sont évalués au coût unitaire moyen pondéré (CUMP) pour les cessions et au coût d'achat pour les acquisitions, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation est inférieur à la valeur d'achat. Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables.

6.3.8. Impôts sur les bénéfices

L'activité des organisations syndicales étant exonérée d'impôts, il n'y a pas lieu de comptabiliser d'impôt différé.

6.3.9. Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité syndicale prépondérante de l'Ensemble consolidé, les provisions constatées correspondent essentiellement à des charges liées à l'activité juridique de la Caisse nationale d'action syndicale (CNAS). Par ailleurs, les provisions sont également constituées de provisions pour litiges.

6.3.10. Engagements de retraite et prestations assimilées

Le montant des droits, qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte de la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

L'ensemble de ces coûts est provisionné dans les comptes sociaux et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

L'ensemble du personnel est, soit rémunéré par les GIE Belleville et Vilette, soit mis à disposition à la Confédération CFDT. A ce titre les engagements pris en matière d'indemnités de fin de carrière, y compris par les GIE, font l'objet d'une provision dotée par la Confédération.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée « méthode des unités de crédit projetées », répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Suivant l'application des textes conventionnels (distincts pour le secrétariat confédéral et pour le personnel administratif et technique), les prestations futures découlent de :

- L'ancienneté à la date de l'évaluation ;
- Le salaire projeté à l'âge de la retraite ;
- Les droits tels que définis ;
- Les conditions du départ en retraite ;
- Le facteur d'actualisation ;
- La probabilité de paiement de la prestation (maintien du salarié dans l'organisation jusqu'à l'âge de son départ en retraite).

Le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (basé sur un taux publié par l'Institut des Actuaire). Le taux d'évolution des rémunérations est de 1.5 % observé ces quatre dernières années.

6.3.11. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'Ensemble est engagé dans le cadre de ses activités courantes et annexes qui sont assumées à titre accessoire ou dans le prolongement de ses actions normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

7. Informations sur les comptes du bilan et du compte de résultat et sur leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

7.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement aux progiciels acquis ou développés par le GIE Vilette.

Les autres mouvements correspondent aux immobilisations en cours qui ont été finalisées en cours d'exercice.

La Confédération a développé un logiciel de gestion des adhérents Gasel qu'elle met à la disposition exclusive des syndicats affiliés à la CFDT.

| Immobilisations incorporelles | | | | | |
|---|-------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------------------|
| Montants en € | 2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Autres variations | 2025 |
| Ecart acquisition positif | - | - | - | - | - |
| Conces. Brevets & Licences | 28 801 662 | 1 665 043 | - | - | 30 466 705 |
| Fond commercial | - | - | - | - | - |
| Immob. Incorporelles en cours | 397 187 | 341 324 | - | - | 738 511 |
| Immobilisations incorporelles - brut | 29 198 849 | 2 006 367 | - | - | 31 205 216 |
| Amort./déprec. conces.. brev.& lic. | (22 692 221) | (1 819 405) | - | - | (24 511 626) |
| Amortissements & Dépréciations | (22 692 221) | (1 819 405) | - | - | (24 511 626) |
| Ecart acquisition positif | - | - | - | - | - |
| Conces.. brevets & licences | 6 109 441 | (154 362) | - | - | 5 955 079 |
| Fond commercial | - | - | - | - | - |
| Immob.incorporelles en cours | 397 187 | 341 324 | - | - | 738 511 |
| Immobilisations incorporelles - net | 6 506 628 | 186 962 | - | - | 6 693 590 |

7.2 Immobilisations corporelles

| Immobilisations corporelles | | | | | |
|---|---------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------------------|
| Montants en € | 2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Autres variations | 2025 |
| Terrains | 18 325 088 | - | - | - | 18 325 088 |
| Constructions | 119 898 500 | 300 476 | - | - | 120 198 976 |
| Constructions sur sol d'autrui | - | - | - | - | - |
| Install.& mat.indust. | 1 577 657 | 527 382 | - | - | 2 105 039 |
| Autres immob.corporelles | 3 686 119 | 324 256 | - | - | 4 010 375 |
| Autres immob.corporelles - CB LLD | - | - | - | - | - |
| Immob.corporelles en cours | 5 505 846 | 10 941 749 | - | 1 | 16 447 594 |
| | | | | | - |
| Immobilisations corporelles - brut | 148 993 210 | 12 093 863 | - | 1 | 161 087 072 |
| Amort./déprec. terrains | - | - | - | - | - |
| Amort./déprec. constructions | (83 357 939) | (3 884 624) | - | (1) | (87 242 564) |
| Amort./déprec. constructions sur sol d'autrui | - | - | - | - | - |
| Amort./déprec. matériels & équip. | (1 159 207) | (94 714) | - | 1 | (1 253 920) |
| Amort./déprec. autres immo.corp. | (2 618 865) | (275 467) | - | (3) | (2 894 335) |
| Amort.autres immob.corp. - CB LLD | - | - | - | - | - |
| Amortissements & Dépréciations | (87 136 011) | (4 254 805) | - | (3) | (91 390 819) |
| Terrains | 18 325 088 | - | - | - | 18 325 088 |
| Constructions | 36 540 561 | (3 584 148) | - | (1) | 32 956 412 |
| Constructions sur sol d'autrui | - | - | - | - | - |
| Install.& mat.indust. | 418 450 | 432 668 | - | 1 | 851 119 |
| Autres immob.corporelles | 1 067 254 | 48 789 | - | (3) | 1 116 040 |
| Autres immob.corporelles - CB LLD | - | - | - | - | - |
| Immob.corporelles en cours | 5 505 846 | 10 941 749 | - | 1 | 16 447 596 |
| | | | | | - |
| Immobilisations corporelles - net | 61 857 199 | 7 839 058 | - | (2) | 69 696 255 |

Les immobilisations sont constituées principalement des biens immobiliers inscrits à l'actif du bilan de la Confédération et des deux SCI, ainsi que sur l'association Bierville. Les terrains et immeubles sont valorisés à leur coût historique dans les deux SCI (Flandre-Jaurès, Loire-Jaurès).

Pour la Confédération, en application de l'article 3 du CRC 2009-10, les méthodes suivantes d'évaluation ont été retenues :

- La valorisation des biens immobiliers a été effectuée sur la base d'une expertise immobilière qui retient la moyenne de trois valeurs (rendement valeur locative / valeur vénale par capitalisation / méthode par la construction), correspondant à la valeur historique dans les comptes sociaux ;
- La décomposition par composants des biens immobiliers, hors SCI, est faite en retenant les composants principaux : gros-œuvre, façades étanchéité menuiseries extérieures, climatisation-ventilation-chauffage, électricité, plomberie, ascenseur, courant et agencements.

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond, pour l'essentiel, aux travaux effectués sur le projet de rénovations de l'immeuble Belleville et à la fin du projet de rénovation Bierville :

- Travaux complémentaire Bierville 300 476 € ;
- La mise en conformité des ascenseur Belleville pour 112 383 € ;
- Les encours sur l'installation des stores de l'immeuble Belleville pour 127 468 €;

Les en-cours sur les projets de rénovation de l'immeuble Belleville s'élèvent à 10 820 026 €

7.3 Immobilisations financières

| Immobilisations financières | | | | | |
|---|---------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------------------|
| Montants en € | 2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Autres variations | 2025 |
| Participations financières | 37 999 | - | - | - | 37 999 |
| Créances rattach.particip. | 64 | - | - | - | 64 |
| Autres titres immobilisés | 267 173 778 | 4 726 228 | (13 449 251) | - | 258 450 753 |
| Prêts | 528 279 | 204 855 | (119 639) | - | 613 495 |
| Dépôts et cautionnements versés | 152 268 | - | - | - | 152 268 |
| Autres créances immobilisées | 1 | (1 240 001) | 1 240 000 | - | - |
| Immobilisations financières - brut | 267 892 389 | 3 691 082 | (12 328 890) | - | 259 254 579 |
| Prov.participations financières | - | - | - | - | - |
| Créances rattach.particip. | - | - | - | - | - |
| Prov.autres titres immob. | (16 047 188) | (3 161 501) | 368 765 | - | (18 839 924) |
| Prov.prêts | (19 731) | - | - | - | (19 731) |
| Prov. dépôts et caution. Versés | - | - | - | - | - |
| Amortissements & Dépréciations | (16 066 919) | (3 161 501) | 368 765 | - | (18 859 655) |
| Participations financières | 37 999 | - | - | - | 37 999 |
| Créances rattach.particip. | 64 | - | - | - | 64 |
| Autres titres immobilisés | 251 126 590 | 1 564 727 | (13 080 486) | - | 239 610 829 |
| Prêts | 508 548 | 204 855 | (119 639) | - | 593 764 |
| Dépôts et cautionnements versés | 152 268 | - | - | - | 152 268 |
| Autres créances immobilisées | 1 | (1 240 001) | 1 240 000 | - | - |
| Immobilisations financières - net | 251 825 470 | 452 081 | (11 882 627) | - | 240 394 924 |

(1) Le poste "Autres titres immobilisés" comprend principalement des placements sur les marchés financiers en actions, obligations, SICAV monétaires, titres de participation, réalisés par la Confédération. Ces éléments sont issus des comptes sociaux de la Confédération CFDT et correspondent aux placements à long terme réalisés par la CFDT, dans le cadre de la gestion patrimoniale de ses réserves.

Pour information, leur valeur liquidative estimative est établie au 31/12/2025 à 352 512 253 € et à 10 701 758 € (valeur de souscription de contrats FCPR), pour une valeur brute à la clôture de 258 450 753 €, tel que précisé dans l'annexe des comptes sociaux de la Confédération CFDT. Une dépréciation est constatée fin 2025 à hauteur de 18 839 924 €, ramenant la valeur nette de ces titres à 239 610 829 €.

(2) Les titres de participation non consolidés concernent les sociétés suivantes :

| Entités non consolidées | N° de Siren | VNC des titres au 31/12/2024 | Augmentations | Diminutions | VNC des titres au 31/12/2025 | Montant capitaux propres | Résultat dernier exercice | Pourcentage de détention |
|-------------------------|-------------|------------------------------|---------------|-------------|------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Autres titres | | 37 999 | - | - | 37 999 | NC | NC | NC |
| Total | | 37 999 | - | - | 37 999 | NC | NC | NC |

Les quatre entités figurant en Autres titres (Sifa, Inter-Expansion, CISL/MSI) ne répondent pas aux critères définis par les textes pour être intégrées dans le périmètre de consolidation, notamment en termes de pourcentage de contrôle.

7.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

| Stocks | | | | | | |
|---|-----------------|---------------|---------------------------|------------------------|-------------|-----------------|
| Montants en € | 2024 | Variations | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Δ périmètre | 2025 |
| Stock mat.premières & fournitures | 30 215 | 19 764 | - | - | - | 49 979 |
| Stock autres approvis. | 17 398 | (15 373) | - | - | - | 2 025 |
| Stock en-cours product.serv. | 102 180 | 326 | - | - | - | 102 506 |
| Stock marchandises | 399 429 | 40 613 | - | - | - | 440 042 |
| Stocks - brut | 549 222 | 45 330 | - | - | - | 594 552 |
| Prov.stock mat.prem.& fourn. | (3 037) | - | - | 3 037 | - | - |
| Prov.stock marchandises | (26 052) | - | (19 064) | 25 109 | 1 | (20 006) |
| Amortissements & Dépréciations | (29 089) | - | (19 064) | 28 146 | 1 | (20 006) |
| Stock mat.premières & fournitures | 27 178 | 19 764 | - | 3 037 | - | 49 979 |
| Stock autres approvis. | 17 398 | (15 373) | - | - | - | 2 025 |
| Stock en-cours product.serv. | 102 180 | 326 | - | - | - | 102 506 |
| Stock marchandises | 373 377 | 40 613 | (19 064) | 25 109 | 1 | 420 036 |
| Stocks - net | 520 133 | 45 330 | (19 064) | 28 146 | 1 | 574 546 |

Les stocks sont essentiellement détenus par le GIE CFDT-Presses et représentent du matériel syndical, des brochures et des ouvrages destinés au réseau CFDT.

7.5 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

| Créances clients - échéances | | | | | | |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 | Brut | < 1 an | > 1 an | Dép. |
| Créances clients & cptes rattachés | 2 152 663 | 2 478 026 | 2 490 123 | 2 488 923 | 1 200 | (12 097) |
| Total créances clients | 2 152 663 | 2 478 026 | 2 478 026 | 2 488 923 | 1 200 | (12 097) |

| Autres créances - échéances | | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------|----------|----------|
| Montants en € | 2024 | 2025 | Brut | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans | Dép. |
| Avances et acptes versés / commandes | 1 750 165 | 1 146 390 | 1 146 390 | 1 146 390 | - | - | - |
| Actifs d'impôt différé | - | - | - | - | - | - | - |
| Fournisseurs débiteurs | 92 706 | 153 703 | 153 703 | 153 703 | - | - | - |
| Créance d'impôt exigible | - | - | - | - | - | - | - |
| Cptes courants débiteurs | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Autres créances diverses | 2 144 713 | 2 076 211 | 2 076 211 | 2 076 211 | - | - | (1) |
| Autres créances d'exploitation | 1 351 533 | 1 227 807 | 1 227 807 | 1 227 807 | - | - | - |
| Divers - Produits à recevoir | 11 077 903 | 8 636 587 | 8 636 587 | 8 636 587 | - | - | - |
| Comptes de liaison (CT) et divers | 2 | (1) | (1) | (1) | - | - | - |
| Charges constatées d'avances | 942 628 | 1 069 952 | 1 069 952 | 1 069 952 | - | - | - |
| Total autres créances | 17 359 650 | 14 310 649 | 14 310 649 | 14 310 649 | - | - | - |

Les autres créances concernent essentiellement des subventions à recevoir pour 8 338 018 € et des cotisations collectées sur 2025 et à encaisser des syndicats en 2025 pour un montant de 364 592 €.

Les autres créances des deux SCI correspondent à des appels de fonds vis-à-vis du gestionnaire des immeubles pour un montant de 1 839 219 € lié à des remboursements sur l'exercice 2025 à encaisser sur l'exercice 2026.

7.6 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

| Dépréciation actif circulant | | | | | |
|---|-----------------|------------------------------|---------------------------|----------------------|-----------------|
| Montants en € | 2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Autres variations | 2025 |
| Prov.créances clts & cpt.ratt. | (29 089) | (19 064) | 28 146 | 1 | (20 006) |
| Autres créances diverses prov | (12 097) | 4 679 | (4 679) | - | (12 097) |
| Total dépréciation actif circulant | (41 186) | (14 385) | 23 467 | 1 | (32 103) |

7.7 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement et disponibilités, d'un montant de 37 305 022 €, proviennent principalement de la Confédération.

7.8 Fonds Syndicaux de la Confédération CFDT

Au 31 décembre 2025, les fonds syndicaux, compris dans les réserves générales et affectées se décomposent selon le tableau présenté en paragraphe 4.

Le poste « Réserves affectées » correspond notamment à des montants enregistrés dans les comptes sociaux de la Confédération CFDT.

En effet, la charte financière CFDT dispose que les cotisations versées par les syndicats et réparties, servent à des actions syndicales spécifiques : Caisse nationale d'action syndicale (CNAS), Fonds d'organisation, Solidarité syndicale mondiale (SSM).

De plus, pour assurer le financement des événements récurrents et significatifs dont la fréquence est supérieure à un an (congrès et campagnes électorales), la Confédération a mis en réserve 3 950 000 € au 31 décembre 2025.

7.9 Fonds dédiés

En conformité avec le règlement CRC 2009-10, a été appliquée la disposition stipulant une inscription en « Engagements à réaliser » de montants affectés à des actions définies.

| 2025 | | | | | |
|----------------------|---|---|--|---|--|
| Ressources | Montant des fonds affectés au projet (tableau bord) | Fonds à dégager au début de l'exercice (19) | Utilisation en cours d'exercice (7894) | Engagement à réaliser sur ressources affectées (6894) | Fonds restant à engager en fin d'exercice (19) |
| Conventions diverses | 414 361 | 314 519 | 91 956 | 115 542 | 338 105 |
| Total | 414 361 | 314 519 | 91 956 | 115 542 | 338 105 |

7.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

| Provisions pour risques et charges | | | | |
|---|--------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Montants en € | Total au 31/12/2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Total au 31/12/2025 |
| Provisions pour indemnités de départ à la retraite | 2 955 394 | 5 048 | 388 069 | 2 572 373 |
| Provisions pour litiges sociaux | 118 800 | 85 895 | 118 800 | 85 895 |
| Provisions pour risque Isefoj | - | - | - | - |
| Provisions pour complément CP | 260 728 | | 32 031 | 228 697 |
| Provisions pour Caisse Nationale d'Action Syndicale | 4 786 249 | 2 226 635 | 1 921 656 | 5 091 229 |
| Autres provisions pour risques & charges | 13 081 | | | 13 081 |
| Total | 8 134 253 | 2 317 578 | 2 460 556 | 7 991 275 |

Elles sont principalement composées des éléments suivants.

Engagements pris en matière de retraite :

- Le personnel est soit rémunéré par les GIE Belleville et GIE Villette, soit mis à disposition. A ce titre les engagements pris en matière d'indemnités de fin de carrière, y compris par les GIE, font l'objet d'une provision dotée par la Confédération.
- L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée « méthode des unités de crédit projetées », répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Provisions de la Caisse nationale d'action syndicale (CNAS) : elles concernent les sommes que la Confédération est susceptible de payer au titre de la couverture juridique qu'elle assure aux adhérents de la CFDT.

Provisions pour litiges sociaux : les provisions pour risques concernent des litiges prud'hommaux, nés sur l'exercice 2025 pour 85 895 €.

7.11 Impôts différés

L'activité des organisations syndicales étant généralement exonérée d'impôts, il n'y a pas lieu de comptabiliser d'impôts différés.

7.12 Emprunts et dettes financières

7.12.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

Emprunts et dettes financières - échéances

| Montants en € | 2024 | 2025 | < 1 an | 1-5 ans | > 5 ans |
|--|----------------|----------------|----------------|----------|----------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit | - | - | - | - | - |
| Dettes de location - financement | - | - | - | - | - |
| Emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin. | - | - | - | - | - |
| Dépôts et garanties reçus | 381 840 | 356 444 | 356 444 | - | - |
| <i>Depots et garanties reçus C</i> | - | - | - | - | - |
| Aut. emprunts et dettes fin. diverses | - | - | - | - | - |
| Int. courus s/aut. empts & det. fin. | - | - | - | - | - |
| Autres emprunts et dettes financières diverses | 381 840 | 356 444 | 356 444 | - | - |
| Soldes créditeurs de banque | 1 015 | 968 | 968 | - | - |
| Int.courus/solde créd.banque | 14 | - | - | - | - |
| Concours bancaires et intérêts courus | 1 029 | 968 | 968 | - | - |
| Total emprunts et dettes financières | 382 869 | 357 412 | 357 412 | - | - |

7.12.2 Variation des emprunts et dettes financières

Emprunts et dettes financières

| Montants en € | 2024 | Augmentations (Dotations) | Reprises (Diminutions) | Variations | Autres variations | 2025 |
|--|----------------|------------------------------|---------------------------|---------------|----------------------|----------------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit | - | - | - | - | - | - |
| Dettes de location - financement | - | - | - | - | - | - |
| Emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin. | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts et garanties reçus | 381 840 | 39 259 | (64 654) | - | (1) | 356 444 |
| Aut. emprunts et dettes fin. diverses | - | - | - | - | - | - |
| Int. courus s/aut. empts & det. fin. | - | - | - | - | - | - |
| Autres emprunts et dettes financières diverses | 381 840 | 39 259 | (64 654) | - | (1) | 356 444 |
| Soldes créditeurs de banque | 1 015 | - | - | (47) | - | 968 |
| Int.courus/solde créd.banque | - | - | - | - | - | - |
| Concours bancaires et intérêts courus | 1 029 | - | - | (61) | - | 968 |
| Total emprunts et dettes financières | 382 869 | 39 259 | - | 64 654 | - | 61 |
| | | | | | 1 | 357 412 |

7.13 Autres passifs

Les autres passifs comprennent les éléments suivants :

| Autres emprunts et dettes financières - échéances | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 | < 1 an | > 1 an |
| Dettes sur immobilisations | - | - | - | - |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | 207 337 | 166 664 | 166 664 | - |
| Dettes fiscales diverses et sociales | 6 741 007 | 6 657 388 | 6 657 388 | - |
| Comptes-courants créditeurs | 1 | 42 | 42 | - |
| Dettes diverses | 33 271 896 | 33 190 295 | 19 440 817 | 13 749 478 |
| Impôt différés Passifs | - | - | - | - |
| Comptes de régularisation passif | 833 232 | 508 092 | 508 092 | - |
| Aut. dettes et comptes de régul. | 41 053 473 | 40 522 481 | 26 773 003 | 13 749 478 |

Les dettes diverses à moins d'un an correspondent pour l'essentiel à des cotisations, encaissées par le Service central de perception et ventilation des cotisations -SCPVC- (Confédération) début 2025 et dues aux organisations CFDT pour 6 202 784 € ; ces sommes s'inscrivent dans le total de la collecte des cotisations pour l'exercice 2025 qui s'élève à 100 639 687 €.

La Confédération a comptabilisé en charges à payer des montants de subventions à reverser pour 7 796 478 € et les deux SCI ont inscrit des charges à répartir sur leurs locataires pour 1 320 416 €.

Les dettes diverses à plus de 5 ans correspondent à des dettes envers des fédérations et unions régionales interprofessionnelles.

En effet, les fédérations et les unions régionales interprofessionnelles ont la possibilité de confier tout ou partie de leur trésorerie à la Confédération, à des fins de placement dans le cadre d'une gestion centralisée pour compte. La dette figurant au bilan pour 13 749 478 € représente les fonds confiés par les organisations à la Confédération, en valeur historique et se rapportant à une partie de leurs réserves.

L'engagement de la Confédération consiste à reverser ces fonds aux organisations à la valeur du marché au jour de la demande de restitution de ces fonds.

7.14 Engagements hors bilan

La Confédération s'est portée caution pour garantir trois prêts accordés par des banques à des entités tierces jusqu'à hauteur de :

- 1 298 787 € - Echéance du prêt au 30/03/2029 ;
- 759 926 € - Echéance du prêt au 15/03/2041 ;
- 3 840 329 € - Echéance du prêt au 01/04/2041.

Des contrats de placement de fonds ont été souscrits par la Confédération, dans le cadre de sa gestion du portefeuille de titres immobilisés, pour un engagement total de 35 400 000 €. Les parts de ces fonds sont appelées progressivement par le gérant du fonds.

Au 31 décembre 2025, un montant de 2 047 614 € a été appelé au titre de ces contrats et figure à l'actif du bilan. La partie non libérée de ces engagements s'élève à 11 467 569 €.

Les emprunts ont été intégralement remboursés ; le nantissement n'est plus applicable.

La Confédération a conventionné en 2017 avec l'URI Occitanie pour un abandon de sa créance, avec une clause de remboursement si retour à meilleure fortune pour un montant de 887 709 €. Ce retour à meilleure fortune n'a pas été constaté au 31/12/2025.

7.15 Tableau des ressources

7.15.1 Selon le règlement comptable des organisations syndicales n°2009-10 (CRC)

| RESSOURCES DE L'ENSEMBLE CONFEDERAL | | |
|--|-------------------|-------------------|
| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
| Cotisations reçues (1) | 26 541 286 | 27 447 468 |
| "+" subventions -contributions reçues (2) | 30 951 617 | 32 149 490 |
| dont reversement subventions-contributions à des organisations affiliées (2) | (18 484 960) | (18 452 579) |
| "+" autres produits d'exploitation perçus (3) | 14 806 309 | 13 612 337 |
| Total des Ressources | 72 299 212 | 73 209 295 |
| Produits financiers perçus (4) | 1 866 543 | 2 185 836 |
| Résultat net (part du groupe) | 74 165 755 | 75 395 131 |

(1) Montant des cotisations relevant des activités gérées par la Confédération (27 447 468 €).
Le montant des cotisations représente la quote-part calculée pour les entités confédérales, suivant la charte de la cotisation syndicale CFDT. Elle est générée par la centralisation de la collecte totale des organisations affiliées à la CFDT, s'élevant à un montant de 100 639 687 € pour l'exercice 2025.

(2) La Confédération reverse une partie de ces ressources aux organisations affiliées qui contribuent à la réalisation des actions financées. De ce fait, l'analyse du poste « subventions-contributions » pour 32 149 490 € n'est pertinente que si l'on tient compte de 18 452 579 € de reversements, ramenant le montant de ressources nettes à 13 696 911 €.

(3) Voir paragraphe 7.17 « Autres produits d'exploitation ».

(4) les produits financiers sont net des produits issus de la vente des TIAP d'un montant de 18 501 224 €.

7.15.2 Fait générateur des cotisations

Le versement des cotisations est comptabilisé selon le principe édicté par la « Charte de la cotisation syndicale » régissant la répartition des cotisations entre structures affiliées à la CFDT.

En conformité avec le règlement n° 2009-10 du CRC, l'individualisation par structures CFDT des flux de cotisations, dont le versement intervient postérieurement à la clôture, permet la reconnaissance d'un produit à recevoir, comptabilisé sur l'exercice arrêté au 31 décembre 2025.

7.15.3 Contributions publiques de financement

Ces contributions sont comptabilisées à réception d'une notification délivrée par le financeur. Conformément au principe repris dans le paragraphe 2.6 du règlement CRC (n° 2009-10 - Annexe – Règles comptables des organisations syndicales), il est tenu compte d'éventuelles conditions suspensives ou résolutoires figurant dans la convention et précisant les termes des actions à mener.

Durant l'exercice 2025, les contributions enregistrées en produits ont fait l'objet d'un traitement comptable obéissant aux règles ci-dessus rappelées.

7.15.4 Contributions volontaires en nature

La Confédération CFDT se réfère aux dispositions de l'article 4 du règlement CRC n°2009-10 (Annexe) définissant le « Traitement des contributions en nature », effectuées à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont exclusivement constituées par des mises à disposition de permanents syndicaux ; leur durée de fonction au sein de la Confédération, renouvelable, correspond généralement à un mandat relevant du Congrès confédéral qui se tient tous les quatre ans.

Le nombre de personnes mises à disposition est de 22 en 2025. Ces personnels sont issus essentiellement de fonctions publiques. Les indications émanant des entités tierces concernées permettent à la Confédération d'appréhender la valorisation de ces contributions, à savoir 1 830 358 € pour l'exercice 2025.

7.16 Charges d'exploitation

Le montant de l'ensemble des charges d'exploitation, impôts & taxes et dotations aux amortissements & provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

DETAILS DES CHARGES D'EXPLOITATION

| Autres charges d'exploitation | | |
|--|-------------------|-------------------|
| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
| Reversement subventions aux organisations (autres charges) : | | |
| - Confédération | 18 780 327 | 18 638 592 |
| - Isefoj | 661 370 | 614 280 |
| Charges de gestion GIE CFDT Presse & Confédération | 309 696 | 378 959 |
| Autres charges d'exploitation | 178 321 | 168 086 |
| Total | 19 929 713 | 19 799 917 |

Dotations aux amortissements et provisions

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|---|------------------|------------------|
| Centre de formation Bierville | 54 531 | 56 374 |
| Amortissements des SCI | 448 854 | 364 279 |
| Amortissements GIE Villette | 1 907 026 | 1 937 506 |
| Amortissements Confédération | 3 741 909 | 3 708 707 |
| Provisions Confédération | 2 284 399 | 2 317 578 |
| Autres dotations amortissements et provisions (Gie-Presse...) | 304 602 | 26 409 |
| Total | 8 741 321 | 8 410 853 |

Achats consommés

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Charges communes AGI | 1 059 910 | 1 042 921 |
| Centre de formation Bierville | 714 554 | 790 187 |
| Achats pour ventes GIE CFDT Presse | 868 187 | 683 948 |
| Achats des SCI | 148 193 | 226 837 |
| Achats consommés du GIE Villette | 85 718 | 45 441 |
| Autres achats consommés | 167 515 | 27 162 |
| Total | 3 044 078 | 2 816 496 |

Charges externes

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|--|-------------------|-------------------|
| Charges communes AGI | 1 331 942 | 1 234 070 |
| Centre de formation Bierville | 984 637 | 1 016 522 |
| Coûts des charges SCI | 310 239 | 378 362 |
| Intermédiaires Associations Isefoj (cf. études) | 51 954 | 66 774 |
| Achats et charges GIE Belleville et Villette | 5 856 383 | 5 932 988 |
| Achats et charges GIE CFDT Presse | 3 209 804 | 3 216 802 |
| Achats, prestations reçues, frais généraux Confédération | 8 819 474 | 9 145 554 |
| Autres charges externes | 120 822 | 74 014 |
| Total | 20 685 256 | 21 065 087 |

Frais de personnel

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|---|-------------------|-------------------|
| Coûts salariaux GIE Belleville & Gie-Villette | 20 435 201 | 21 420 284 |
| Autres charges de personnel Confédération | 442 195 | 121 115 |
| Autres frais de personnel | | |
| Total | 20 877 396 | 21 541 399 |

Impôts & taxes

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|---|------------------|------------------|
| Taxes sur les salaires et autres GIE Belleville | 1 334 935 | 1 380 815 |
| Taxes des 2 SCI | 210 172 | 214 755 |
| Taxes diverses Confédération | 1 008 758 | 797 107 |
| Autres taxes GIE Vilette | 50 234 | 45 366 |
| Autres impôts et taxes | 14 160 | 11 509 |
| Total | 2 618 258 | 2 449 551 |

7.17 Autres produits d'exploitation

Le montant des autres produits d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Autres produits d'exploitation

| Montants en € | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|--|-------------------|-------------------|
| Autres produits d'exploitation - loyers | | |
| Confédérations et SCI -facturation AGI | 14 806 309 | 13 612 337 |
| GIE Cfdt Presse et Centre de formation Bierville | | |
| Total | 14 806 309 | 13 612 337 |

7.18 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

| Résultat financier | | |
|---|--------------------|---------------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Produits de participations | 8 377 | 7 561 |
| Produits cessions d'éléments financiers | 1 054 317 | 18 501 224 |
| Différences positives de change | - | - |
| Autres Intérêts et Produits assimilés | 473 663 | 1 809 511 |
| Reprises sur provisions & Transfert de charges | 330 186 | 368 764 |
| Produits financiers | 1 866 543 | 20 687 060 |
| Dotations financières aux amortissements et prov. | (3 217 239) | (3 161 501) |
| Intérêts et charges assimilées | (716) | (26) |
| Charges sur Cessions d'éléments financiers | | (13 371 753) |
| Différences négatives de change | (9) | (29) |
| Charges financières | (3 217 964) | (16 533 309) |
| Résultat financier | (1 351 421) | 4 153 751 |

Les dotations correspondent aux provisions sur portefeuille TIAP (Moins-Value latentes). Les reprises correspondent essentiellement aux provisions sur portefeuille TIAP pour 368 764 €. Les revenus nets des Titres immobilisés (TIAP) s'élève de 5 129 471 €

7.19 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

| Résultat exceptionnel | | |
|---|------------------|-------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Produits except° sur op. de gestion | 5 185 | - |
| Produits except° sur op en capital | 2 964 137 | - |
| Reprises de provisions & transfert de ch. | - | - |
| Total des produits exceptionnels | 2 969 322 | - |
| Charges except° sur op. de gestion | 440 | - |
| Charges except° sur op. en capital | (30 500) | - |
| Dotations except° aux amort. & provisions | - | - |
| Total des charges exceptionnelles | (30 060) | - |
| Résultat exceptionnel | 2 939 262 | - |

Il est nul, en raison du reclassement des revenus nets des Titres immobilisés (TIAP) en résultat financier suite au changement de présentation comptable du règlement du règlement ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03.

7.20 Impôts

La charge d'impôts est la suivante :

| Détail Charge d'impôt | | |
|--------------------------------|------------------|-----------------|
| Montants en € | 2024 | 2025 |
| Impôt sur les sociétés | (100 208) | (80 552) |
| Impôts différés | - | - |
| Impôt sur les résultats | (100 208) | (80 552) |

7.21 Effectif

L'effectif employé par entités intégrées globalement se décompose comme suit :

| Effectif | | |
|-------------------------------|-------------|-------------|
| Effectif | 2024 | 2025 |
| Collaborateurs Permanents | 130 | 137 |
| Collaborateurs Administratifs | 136 | 139 |
| Total | 266 | 276 |

8. Autres informations

8.1. Événements postérieurs à la clôture

Les événements internationaux avec le conflit au Moyen-Orient ont déjà des impacts sur les marchés financiers avec une baisse de près de -0,75% au 02/04/2026 par rapport au 31/12/2025 sur le portefeuille de la Confédération et de -1,18% pour le portefeuille de la CNAS. Même si les placements de la Confédération ont une visée RSE et éco-responsable, ils ne sont pas, malgré tout, déconnectés de l'économie mondiale. Aussi, une attention particulière devra être portée sur la gestion des actifs qui pourraient voir leur valeur nominale se dégrader en espérant que la situation ne soit que passagère et s'améliorera au cours de l'exercice en cours.

8.2. Honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de l'exercice s'élève à 166 215 € pour EY et 141 263 € pour PKF Arsilon. Ces honoraires ont été facturés au titre :

- Du contrôle légal des comptes sociaux et consolidés, pour un montant de 123 990 € pour EY, 123 697 € pour PKF Arsilon ;
- De services autres que la certification des comptes pour 42 225 € pour EY, 17 566 € pour PKF Arsilon.

8.3. Dirigeants

Ces informations ne sont pas communiquées car cela aboutirait à donner une information individuelle.

8.4. Liste des organismes paritaires

La Confédération CFDT a des liens avec des organismes paritaires dans lesquels, soit elle assure la gouvernance conjointement avec les autres organisations représentatives d'employeurs et salariés, soit elle participe à une gestion paritaire. En référence à la doctrine comptable relative aux modalités d'application de l'article, L.2135-2 du code du travail, les organismes visés sont listés ci-après :

| PROTECTION SOCIALE | |
|-----------------------|---|
| CNAM AT/TS | Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés |
| AGIRC ARCCO | Caisses retraite complémentaire des cadres |
| CNAF | Caisse Nationale des allocations familiales |
| CNAV | Caisse Nationale d'assurance Vieillesse |
| ACOSS | Agence centrale des organismes de sécurité sociale |
| EMPLOI | |
| AGEFIPH | Fonds pour l'insertion professionnel des personnes handicapées |
| UNEDIC POLE EMPLOI | Union nationale inter professionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce |
| DGT | Direction Générale du Travail |

| LOGEMENT | |
|------------------------|--|
| Action Logement | Action Logement |
| DIALOGUE SOCIAL | |
| AGFPN | Association de gestion du fonds paritaire national |
| ADSA | Association paritaire inter professionnelle nationale pour le développement du dialogue social dans l'artisanat |
| ADSPL | Association pour le développement du dialogue social et du paritarisme dans le secteur des professions libérales |
| ETUDES | |
| IRES | Institut de recherches économiques et sociales |

8.5. Transactions avec les parties liés

Néant